



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement - Exercice 2021

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement. Ce dernier doit par ailleurs, respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

Le RPQS de l'assainissement a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Madame Michelle CASSAR, qui s'est réunie le 27 septembre 2022, conformément à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, les délégataires produisent avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs aux DSP de l'assainissement citées ci-après portant sur l'année 2021 ont fait l'objet :

- D'une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michelle CASSAR, en date du 27 septembre 2022 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN, en date du 19 septembre 2022.

En 2021, le service public de l'assainissement concerne 1500 km de réseaux d'eaux usées, 223 postes de refoulement et 13 stations de traitement des eaux usées. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 575 434 Equivalents-Habitants ; ce qui représente 34,8 millions de m³ traités. Le territoire compte près de 123 889 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert plus de 99,5% de la population de la Métropole.

Concernant les travaux conduits par la Métropole, ils portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Murviel-les-Montpellier ont démarré en 2019 et se sont achevés en 2021 par la mise en service d'une 2^{ème} file de traitement, la 1^{ère} ayant été mise en service en 2020. D'une capacité de 3 000 EH, le nouvel ouvrage remplace l'ancienne STEU et s'implante en lieu et place des lagunes. Pour un montant d'investissement de 1,7 M€ HT, cet ouvrage s'organise autour d'une filière de traitement par lits plantés de roseaux et permet de traiter la pollution carbonée, azotée ainsi que le phosphore.

Les travaux d'amélioration du fonctionnement de la station de traitement des eaux usées de Pignan-Saussan-Fabrigues ont été réalisés en 2021 pour un montant de 1 000 000 € HT. Ces travaux concernaient différentes étapes de la filière de traitement (prétraitements, réception des matières extérieures, traitement tertiaire, traitement de l'air) et ont permis de fiabiliser le fonctionnement de la station et de limiter les nuisances olfactives.

Pour l'exercice 2021, le montant des travaux réalisés sur les réseaux s'élève à 9,2 M€ HT et les principales

opérations menées ont été des travaux de renouvellement de 6,4 kms de réseaux (8,2 M€ HT) et travaux de d'extension de réseau (1M€ HT).

Concernant la station d'épuration (STEP) MAERA, l'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale au titre du code de l'environnement concernant le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera a été délivré le 14 avril 2020. Cet arrêté autorise Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre l'exploitation du système d'assainissement Maera et à réaliser les travaux de modernisation de la station de traitement des eaux usées.

La procédure de consultation relative au projet de modernisation a démarré en 2021 et se poursuivra en 2022. Elle vise, dans le cadre d'un Marché Global de Performances (MGP), à choisir un groupement d'entreprises qui sera en charge de la conception et de la réalisation des travaux ainsi que de l'exploitation de la station.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2020 à 61,5 millions d'euros TTC, dont 42,4 millions d'euros de dépenses d'investissement et 19,1 millions d'euros de dépenses de fonctionnement.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1^{er} janvier 2015, sur la totalité des 31 communs membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

Les contrats d'affermage conclus avec VEOLIA EAU ont été prolongés jusqu'au 31/12/2022.

Concernant les comptes annuels de résultat d'exploitation (CARE) communiqués dans les rapports annuels des délégataires 2021, les principaux agrégats financiers sont les suivants :

- Contrat de traitement des eaux usées par la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2021 est bénéficiaire de 1 444 K€, avec une amélioration de 1 644 K€ du résultat d'exploitation par rapport à 2020. Les charges s'établissent donc à 10 167 K€ (+170 K€ par rapport à 2020, soit +2%), contre 11 612 K€ de produits (+ 1 814 K€ par rapport à 2020, soit +19%) ;
- Contrat de collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2021 se clôture avec un bénéfice de 1 167 K€, soit une augmentation de 384 K€ du résultat d'exploitation par rapport à 2020. Cette variation a pour origine la forte hausse des produits de 469 K€ (soit +7% par rapport à l'exercice 2020), pour s'établir à 7 430 K€. Les charges s'élèvent à 6 263 K€ (+85K€ par rapport à 2020, soit + 1%) ;
- Contrat de collecte et de traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest (AQUALTER) : à nouveau en déficit de 110 K€ en 2021. Les produits d'exploitation de 4 481 K€ augmentent de 430 K€ par rapport à 2020 (soit +11%), contre des charges plus importantes s'établissant à 4 591 K€, soit +76K€ de charges par rapport à l'exercice 2020 (soit +2%).

Le prix de l'assainissement au 1er janvier 2021, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,39 euros HT par m³.

Les délégataires ont réalisé en 2021 des travaux de renouvellement pour 1,4 M€ soit 6,9M€ en cumul depuis le début des contrats). Ils ont réalisé le curage préventif de 10,19% du linéaire et ils ont mené 741 interventions sur le réseau et 641 interventions sur les branchements.

Le déploiement du diagnostic permanent s'est poursuivi avec le suivi de sondes de mesure sur le système MAERA et 71 points de mesure sur le réseau est et ouest.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 126 établissements disposant aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié. La cellule effectue des interventions sur le terrain, en contrôle de branchement, en collaboration avec les délégataires. Des enquêtes sur des pollutions ponctuelles sont réalisées. Toutes sont déclenchées à la suite des alertes des usagers ou des institutions. En 2021, 13 épisodes de pollutions ont été signalés à la CRIDt. Parmi eux les dépotages sauvages d'une entreprise de vidange.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4 654 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 196 contrôles a été effectué en 2021, dont 123 contrôles diagnostics de l'existant, 36 vérifications de la conception des travaux et 38 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Parmi les faits marquants de 2021, il est à noter que :

- Le Conseil de Métropole a acté le 23 mars 2021, le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023 ;
- La modification des statuts de Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole le 14 décembre 2021 pour étendre l'objet de l'établissement public local et y intégrer l'assainissement ;
- La fin du contrat de délégation de service public pour l'exploitation des systèmes d'assainissement des secteurs Est et Ouest de la Métropole de Montpellier au 31 décembre 2021 ;
- La Métropole, lauréate pour programme européen LIFE 2020 pour son projet LIFE REWA (Recycled Water).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Rapport annuel 2021 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement ;
- D'autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De prendre acte de l'examen des rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'assainissement au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204115-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RPQS Assainissement 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.